

Pour que votre voix porte, donnez-la à celles et ceux qui la feront entendre ! Votez Solidaraires Fonction Publique !

La destruction des services publics, ça suffit !

Les agent-es de l'ensemble des services subissent ou / et ont subi de plein fouet les conséquences des restructurations accumulées au fil des années : création des DDI, des SGCD, transferts de mission d'un service à un autre, externalisation de missions...

Après quelques mois ou années de fonctionnement, le bilan de ces restructurations est encore pire que ce que nous avons craint au départ : éloignement de l'utilisateur, remise en cause de missions essentielles de service public, baisse des moyens de fonctionnement sous couvert de mutualisation, perte de sens du travail pour les agent-es, dégradation particulièrement inquiétante des conditions de travail y compris pour les agent-es transféré-es ou recruté-es dans les SGCD... Sans compter les réductions d'effectifs qui n'ont jamais cessé, et la création d'échelons hiérarchiques supplémentaires et parfaitement inutiles le plus souvent ! Nous avons besoin d'agent-es dans les services, pas de chef-fes dont la principale fonction est souvent de faire du reporting, de mettre la pression sur les agent-es (il y a de notables exceptions, mais elles sont rares).

Les agent-es ne sont pas corvéables à merci !

Ces réformes (création des DDETS-PP et des SGCD) ont été menées, pour la plupart, au pas de charge, en dépit de l'épuisement des services et des agent-es notamment du fait de la crise du Covid 19. Nous avons été au rendez-vous lors de la crise pandémique (quand on nous a laissés faire notre travail) et nous n'avons récolté que mépris pour les services débordés. Les collègues contractuel-les sont traité-es comme de la main-d'œuvre corvéable à

merci, sans perspective de titularisation. Les pressions sur les agent-es pour accepter leur transfert dans les SGCD ont révélé des pratiques inadmissibles. L'État se comporte comme le plus vil des employeurs. Leur philosophie : tant que ça passe, tant que ça ne casse pas, on continue !

Ces réformes entérinent la mainmise du corps préfectoral et du ministère de l'intérieur sur l'ensemble de nos services et la gestion des personnels. Nos ministères de tutelle sont marginalisés tant pour l'organisation des politiques publiques que pour la gestion des personnels et des moyens. Toutes les fonctions supports (badgeuse, action sociale, informatique, gestion, maintenance...) sont éloignées des agent-es, générant des délais d'intervention et de règlement des problèmes de plus en plus long.



Nous ne serons forts face aux gouvernements qui démantèlent nos missions, nos services et nos statuts que si nous sommes rassemblés et capables de nous mobiliser. Mais comme nous le faisons depuis plusieurs années dans

les actuels Comités Techniques et les CHSCT (futurs CSA et Formations Spécialisées SSCT), ou directement par la mobilisation et la grève, nous sommes résolument engagé-es aux côtés des agent-es, sans langue de bois !

Que font les élu·es Solidaires Fonction Publique ?

Même si nous sommes sans illusion sur le soi-disant « dialogue social », nous pensons que nous pouvons jouer un rôle important dans les instances, en y relayant les alertes sur la santé et les conditions de travail. Par exemple ?

- ⇒ Alerte sur les locaux de travail lorsqu'ils ne nous paraissent pas conformes ;
- ⇒ Alerte sur les services dans lesquels les agent·es sont en burn-out et bataillent pour les reconnaissances des accidents de service et maladies professionnelles ;
- ⇒ Bagarre pour des niveaux de primes les moins inégalitaires possibles et action de redistribution entre agent·es ;
- ⇒ Veille féministe quant aux inégalités et aux violences ;
- ⇒ Accompagnement des agent·es lorsque leurs droits ne sont pas respectés ou leurs demandes ignorées ;
- ⇒ Rappel à la Loi sur les travaux, les repérages amiante, la prévention des risques lors des déménagements.

Représentant·e dans les instances ? Oui, mais pas que !

Bien conscient.es que la participation à ces instances ne permet d'obtenir que trop rarement de maigres victoires, nous sommes convaincu.es que seule l'instauration d'un réel rapport de force peut freiner les ardeurs des gestionnaires de tableau de bord qui nous voient uniquement comme des ETP et des pourvoyeurs·euses de statistiques.

Ce rapport de force est nécessaire pour défendre le service public, notion que la haute administration a fait disparaître de son champ lexical mais est également nécessaire face aux attaques subies en externe.

Élire des représentant·es **SOLIDAIRES FONCTION PUBLIQUE** au Comité Social d'Administration (CSA) et à la Formation Spécialisée Santé, Sécurité et Conditions de Travail (FS SSCT), c'est bien sûr se donner les moyens d'être défendu.es équitablement, efficacement et dans la transparence. Mais c'est aussi donner un puissant signal de votre refus de cette politique de destruction des services publics que vous incarnez au quotidien et de votre volonté de construire collectivement la résistance et la (re)conquête de droits pour les usager·es et les agent·es.

Solidaires Fonction Publique Qui sommes-nous ?

Solidaires Fonction Publique dans les DDT, DDTM, DDETS, DDETSPP et DDPP rassemble les syndicats SUD Travail Affaires Sociales, Solidaires CCRF & SCL, Sud Rural Territoires, Solidaires IDD et Sud Intérieur.

Partisan d'un **syndicalisme de lutte** et de combat Solidaires Fonction Publique défend également des valeurs antiracistes, anticapitalistes, antisexistes et antipatriarcales (nous promovons des mesures radicales pour faire respecter dans les faits une égalité réelle entre les femmes et les hommes, notamment en termes d'accès à la formation et aux promotions).

Nous sommes **Solidaires** : entre collègues, avec les salariés du secteur privé, avec tous les services publics administratifs ou non, qui subissent les mêmes réformes comptables que nous !

Nous sommes **Unitaires** : chaque fois que c'est possible. L'Union fait la force, ce n'est pas juste un slogan ! Ainsi nous privilégions autant que faire se peut la voie intersyndicale.

Nous sommes **Démocratiques** : c'est aux agent·es qu'il revient de s'organiser pour décider de leurs revendications et des moyens de leurs luttes. Nous n'imposons à personne de suivre des mots d'ordre et des consignes.

